Nous vivons la fin d'une époque. La crise ouverte en 2008 entraîne dans une spirale dépressive tous les courants de la gauche et du mouvement ouvrier, questionnant l'existence même de la gauche traditionnelle. Mais de quelle gauche, et de quel mouvement ouvrier, parle-t-on ? À partir de cette interrogation, François Sabado, militant du NPA et responsable de la IVe Internationale, propose ici quelques pistes d'analyse de la situation présente, à la lumière notamment des stratégies respectives de Syriza et Podemos. Cet article figure dans le numéro 24 de Contretemps *(revue imprimée), qui inclut un dossier sur l'état de la gauche.*

La crise actuelle du système capitaliste peut générer luttes et révoltes sociales, comme l'ont démontré les journées de grève en Grèce, le mouvement des Indignés et les *mareas* de l'État espagnol, les manifestations syndicales en Belgique, Italie ou Grande-Bretagne. Les expériences de Syriza et Podemos, hors gauche traditionnelle, expriment également le potentiel de réorganisation politique contre les politiques d'austérité. Mais ces incursions radicales ne parviennent pas à inverser l'impressionnante courbe des défaites sociales et politiques : effets désagrégateurs des politiques d'austérité sur les conditions de vie de millions de salariés, baisse globale de la combativité, recul de la conscience socialiste, stagnation des effectifs syndicaux ou désyndicalisation, déroutes électorales, lorsque ce n'est pas l'effondrement de la social-démocratie devenue social-libérale, déclin historique des partis poststaliniens, crise aiguë de la gauche révolutionnaire. Alors que la crise des années 1930 allait provoquer une croissance des courants du mouvement ouvrier dans toute leur variété (réformistes, staliniens, révolutionnaires, anarchistes), l'inverse se produit aujourd'hui : la crise ouverte en 2008 entraîne dans une spirale dépressive tous les courants de la gauche et du mouvement ouvrier. Cette crise est globale et ne peut être réduite à une crise de direction conjoncturelle. Elle questionne l'existence même de la gauche traditionnelle.

L'histoire de la gauche et du mouvement ouvrier traditionnel est marquée par les flux et reflux. En France, elle a connu des pics : une mobilisation impressionnante entre 1919 et 1923, au cours de la grève générale de 1936, lors de la Libération dans les années 1944-1947, en Mai 68. Mais elle a également eu des bas : durant la Première Guerre mondiale et, pire, l'occupation nazie. Il faut y ajouter le recul du PCF après le retour de De Gaulle en 1958 et l'effondrement de la SFIO durant la guerre d'Algérie. Néanmoins, en dehors de ces moments, le mouvement ouvrier a connu une dynamique d'expansion, appuyée sur des luttes, des conquêtes sociales, des projets de transformation sociale. Les politiques réformistes désarmeront les travailleurs, les empêchant d'aller plus loin dans leur mouvement comme en 1936 ou 1968, mais ces derniers préserveront un certain équilibre des forces. L'ensemble de ces facteurs était surdéterminé par « *l'effet propulsif de la révolution d'Octobre 1917* ».

L'étonnante durée de la contre-réforme néolibérale

Avec les années 1980, une tout autre période historique s'ouvre, marquée par une contre-réforme capitaliste néolibérale dont les effets conduisent à une dégradation continue des rapports de forces sociaux et politiques au détriment du mouvement ouvrier et de la gauche. La chute du mur en 1989 et la désintégration de l'URSS et du bloc de l'Est donnent un nouvel élan aux positions des classes dominantes globalisées. La « grande révolte antilibérale de 1995 », l'émergence du mouvement altermondialiste, des réorganisations

partielles du mouvement syndical (l’émergence des syndicats Sud en France), ou l’irruption de mouvements comme ceux des Indignés en Espagne n’ont pas bloqué cette dégradation continue.

L’étonnante durée et la profondeur de cette contre-réforme néolibérale s’expliquent, d’une part par l’ampleur des restructurations de l’économie mondiale, et d’autre part par les défaites subies par le mouvement ouvrier, la conversion des secteurs dominants de la gauche traditionnelle au néolibéralisme, et la restauration capitaliste à l’est de l’Europe et en Chine. La conjonction de ces événements provoque des processus inédits et sans précédent, de rupture entre la gauche — celle issue des organisations réformistes social-démocrates et staliniennes qui ont principalement structuré l’organisation du prolétariat au xxe siècle — et les classes populaires.

De quelle gauche et de quel mouvement ouvrier parle-t-on ?

En France, le mouvement ouvrier est le produit historique de la démocratie petite-bourgeoise et de l’organisation spontanée syndicale et d’entraide ouvrière. C’est à l’extrême gauche du radicalisme jacobin que les premiers porte-parole du Quatrième État, prenant au mot les défenseurs des idéaux de la révolution bourgeoise, dénoncent l’opposition entre, d’une part, le triptyque liberté-égalité-fraternité et, d’autre part, le pouvoir de la bourgeoisie, ces nouveaux privilégiés. Les premiers balbutiements politiques de la classe ouvrière moderne apparaissent chez Babeuf et certains Enragés de la Révolution française qui se séparent au cours même de la Révolution de la Montagne jacobine.

Mais si le radicalisme petit-bourgeois est le père légitime du mouvement ouvrier politique — sa mère étant l’organisation spontanée syndicale et d’entraide ouvrière —, ce mouvement ne peut prendre son essor qu’en rompant brutalement avec cette parenté. Les buts du radicalisme petit-bourgeois et du mouvement ouvrier sont en effet incompatibles. Le premier tend à obtenir le maximum d’avantages égaux pour les petits artisans et les entrepreneurs dans le cadre de la société bourgeoise, quand le deuxième remet en cause la propriété privée du capital et des moyens de production. L’acte de naissance du mouvement ouvrier politique se confond avec l’établissement de la ligne de séparation théorique et pratique d’avec le radicalisme petit-bourgeois. Sociétés secrètes communistes après 1830, luttes du prolétariat en juin 1848, constitution d’associations ouvrières convergent dans l’Association internationale des travailleurs. Cette séparation s’est cristallisée dans la formation de la social-démocratie, des mouvements anarchistes, du syndicalisme indépendant, puis le surgissement des partis communistes et de forces révolutionnaires issues de la Révolution d’octobre.

Cette « séparation » pouvait s’accompagner de convergences « démocratiques » entre le mouvement ouvrier et la gauche républicaine, contre les royalistes, les cléricaux, les fascistes ou les dictatures militaires. Par exemple, l’alliance entre la gauche républicaine et le mouvement ouvrier socialiste lors de l’affaire Dreyfus est une des illustrations du nécessaire combat démocratique du mouvement ouvrier. Celle-ci n’allait pas de soi, comme l’ont montré les débats entre Jaurès et Guesde. Autre exemple, celui de la lutte contre le nazisme : il aurait fallu rejeter la politique criminelle de division du stalinisme pour construire le front unique socialiste communiste. Mais ces tactiques unitaires ne devaient pas remettre en cause l’orientation stratégique de transformation révolutionnaire de la société, fondement originel du mouvement ouvrier socialiste. Le mouvement ouvrier devait

combiner unité de classe au travers de « l’intégration » dans le « mouvement réel », et « séparation » avec la bourgeoisie, ses organisations et ses institutions, pour préparer la perspective socialiste.

La remise en cause de l’indépendance du mouvement ouvrier vis-à-vis de l’État et des institutions

Or, cette « séparation » est remise en cause par un double mouvement, interne et externe. D’une part, le mouvement ouvrier connaît un processus de bureaucratisation, c’est-à-dire l’émergence d’une couche de professionnels du syndicat ou du parti qui, progressivement, s’émancipe de sa base sociale, défend ses propres intérêts, et s’intègre dans les rouages et sommets de l’État, de l’économie et de ses institutions. Chaque processus de ce type a ses spécificités : ainsi, la stalinisation bureaucratique des partis communistes à travers leurs relations à la bureaucratie soviétique. Mais pour revenir à la situation des dirigeants de la gauche officielle, c’est ce processus de bureaucratisation et d’intégration, qui connaît, avec l’économie globalisée, une nouvelle accélération.

L’intégration du mouvement ouvrier se fait dans l’État et ses institutions ainsi qu’à travers une politique d’alliance avec les partis bourgeois. Dès 1899, les socialistes français participent, pour la première fois, à un gouvernement bourgeois avec Millerand. Au nom de l’Union sacrée durant la guerre de 1914-1918, la social-démocratie prend toute sa part dans la gestion des affaires de la bourgeoisie. La SFIO soutiendra les deux majorités électorales du Cartel des gauches élues en 1924 et 1932 sans participer au gouvernement. Avec Blum, elle théorisera, à défaut de la « conquête du pouvoir », la nécessité de « l’exercice du pouvoir » ou, moins, celui « de l’occupation du gouvernement ».

Les relations du PCF avec le pouvoir et l’État se caractérisent pendant toute une époque par la subordination du parti à la bureaucratie soviétique : pacte Laval-Staline avant le Front populaire, Yalta et *statu quo* de la guerre froide sous la ive et la ve République.

Dans l’histoire du PCF, le Front populaire reste un événement majeur. Or, nous avons là l’exemple d’un moment tactique de lutte sociale et démocratique unitaire transformé par les dirigeants du Front populaire et du PCF en une alliance de pouvoir avec la bourgeoisie dite progressiste, en l’occurrence le Parti radical. Cette alliance bloque le processus révolutionnaire de juin 1936 et désoriente le mouvement populaire ? les conquêtes sociales de juin 36 relevant davantage des rapports de forces de la grève générale que de la politique de Blum. Cette expérience du Front populaire, relayée par celles du gouvernement d’union nationale de 1944, de l’union de la gauche des années 1970, et de la gauche plurielle des années 1990, dessine une politique d’intégration dans les institutions de la république : municipalités, assemblées, conseils divers, organismes sociaux, même si certaines expériences du communisme municipal, comme la gestion de certaines institutions sociales, ont été le cadre de conquêtes ouvrières et populaires.

Du réformisme à la liquidation néolibérale

La remise en cause de cette « indépendance » du mouvement ouvrier au travers d’alliances avec la bourgeoisie ou d’une intégration étatique et paraétatique conduit la gauche et le mouvement ouvrier à rater nombre d’occasions historiques qui auraient permis « d’aller plus loin dans la lutte de classes et les incursions contre le pouvoir capitaliste ». La

combativité et la conscience socialiste s’érodent progressivement et désorientent le monde du travail. Mais, dans le même temps, la dynamique des rapports de forces internationaux combinée à un mouvement ouvrier en expansion permet de consolider une « double fonction » des directions du mouvement ouvrier. Tout en défendant les intérêts des salariés et des classes populaires, ces directions les subordonnent à la préservation de leurs intérêts de couche ou d’appareil dirigeant. Ce rapport de forces conduit à un certain équilibre avec les classes dominantes.

La contre-réforme capitaliste néolibérale remet en cause cet équilibre des forces. Les compromis sociaux des Trente Glorieuses sont progressivement liquidés. Les destructions opérées au cours du siècle ont obscurci l’organisation et la conscience du mouvement ouvrier. Pour des millions d’êtres humains, stalinisme et communisme se confondent. La préservation de certaines positions politiques et institutionnelles par les appareils syndicaux ou ceux de la gauche a conduit à l’adaptation et à l’intégration néolibérale. En Europe, ces changements sociopolitiques sont accentués par les orientations de l’Union européenne qui exigent l’application d’une austérité brutale. Du Pasok grec au gouvernement Hollande, tous les sommets de la sociale démocratie se sont alignés.

La crise ouverte en 2008 a accéléré ce processus. Le basculement des centres de gravité de l’économie mondiale vers la Chine et les nouvelles puissances asiatiques, la pression toujours forte de l’impérialisme nord-américain, même si celui-ci connaît une crise de son hégémonie, conduisent les classes dominantes en Europe à redoubler d’efforts pour liquider le « modèle social européen » – ou de ce qu’il en reste – en confiant à la gauche traditionnelle une responsabilité directe dans ce remodelage.

Du coup, les marges pour le réformisme se réduisent considérablement. Cette intégration du mouvement ouvrier traditionnel dans l’application des politiques d’austérité rend inéluctable la rupture des relations et liens de millions de salariés avec la gauche… qui a appliqué avec zèle le programme politique de la droite. Du coup, le clivage droite-gauche en sort brouillé, et la gauche se voit rejetée comme responsable de la situation. L’alliance historique entre la gauche et les classes populaires se défait sous nos yeux. Bien sûr, il s’agit d’une tendance et non d’un processus achevé : toutes les forces de gauche ne sont pas entraînées dans ce mouvement, mais elles ont bien du mal à y résister. Nous ne pouvons pas non plus écarter des retournements, dans l’hypothèse où des attaques d’une droite et d’une extrême droite présumant de leurs forces iraient « trop loin » et susciteraient une nouvelle dynamique, à gauche. Mais dans l’histoire des rapports entre la gauche traditionnelle et les classes populaires quelque chose de fondamental s’est joué ces dernières années.

La transformation « bourgeoise » de la social-démocratie

La longue durée de la contre-réforme néolibérale et son accélération depuis le début de la crise de 2008 ont entraîné une mutation qualitative de la social-démocratie. Inégale selon les pays, cette transformation provoque une rupture de ses liens avec les travailleurs. En France, ce n’est pas la première fois que les PS défendent et appliquent des politiques bourgeoises, ou qu’ils participent à des gouvernements bourgeois. Ils se sont même effondrés après la guerre d’Algérie. Mais ils ont pu reconstruire un nouveau PS au congrès d’Épinay, surfant sur l’après mai 68. Aujourd’hui, après cette longue durée d’intégration dans la contre-réforme libérale, et la descente aux enfers qu’il connaît actuellement, nous ne voyons pas comment le PS pourrait se reconstruire en renouant avec les classes

populaires. Car, depuis plusieurs décennies, il n’applique pas n’importe quelle politique bourgeoise : il remet en cause tous les équilibres sociopolitiques qui permettaient précisément à la social-démocratie cette « double fonction » de défense des salariés et de l’ordre établi.

Cette transformation s’est traduite par une intégration sans précédent des appareils de la social-démocratie dans les sommets de l’État et de l’économie globalisée. Le Parti socialiste est devenu « de moins en moins ouvrier et de plus en plus bourgeois ». La brutalité des politiques néolibérales endossées par la social-démocratie sape ses bases sociales et politiques. La composition des organes de direction s’est modifiée : les enseignants, les bureaucrates syndicaux, les avocats, (*« les bistrotiers »,* ajoutait Trotski), ont laissé place aux énarques, technocrates et financiers. Les politiques de l’Union européenne ont sommé les socialistes d’opérer cette mutation qualitative. Les politiques d’« union nationale » qui dominent aujourd’hui en Europe poussent dans le même sens. Il ne s’agit pas d’une énième politique d’austérité appliquée par des gouvernements de gauche : les processus actuels changent la nature de ces partis.

Ajoutons à cela que les tendances autoritaires actuelles des régimes bourgeois et la perte de substance « démocratique, même bourgeoise » des institutions parlementaires conduisent à une rétraction de la base politique des PS. Sous des formes différentes, les partis socialistes peuvent se transformer en parti du type démocrate à l’américaine. Deviennent-ils pour autant des partis bourgeois comme les autres ? Pas tout à fait, le fonctionnement de l’alternance exige des PS qu’ils marquent leur différence avec les autres partis bourgeois. Ils ont une histoire spécifique renvoyant à celle du socialisme et du mouvement ouvrier. Il reste, aujourd’hui encore, des traces de cette histoire qui créent autant de contradictions et d’oppositions au sein de ces partis. La transformation néolibérale de la social-démocratie est bien engagée, mais elle n’est pas suffisante pour un Valls ou un Macron pour lesquels il faut liquider toutes les références sociales-démocrates, « toutes les vieilleries de la gauche ». Mais constatons que face aux tenants de la marche forcée vers la transformation néolibérale, la politique défendue par Martine Aubry, les « frondeurs » ou les Hamon et Montebourg, qui ont soutenu « le pacte de responsabilité », ne constitue pas une alternative « social-démocrate classique ». Ils participent tous, peu ou prou à la conversion néolibérale du PS. Une conclusion s’impose pour ceux qui refusent vraiment les politiques d’austérité : une indépendance claire et nette vis-à-vis des dirigeants socialistes.

Pistes pour l’alternative ?

Dans ces nouvelles conditions historiques, quand la social-démocratie se fait « bourgeoise » et l’alliance historique entre la gauche et le peuple se défait, peut-on encore assimiler le clivage droite-gauche à l’opposition capital-travail ?

Remarquons que si ces clivages se sont superposés et croisés, ils ne se sont pas historiquement confondus. Les forces de gauche ne sont pas composées du seul mouvement ouvrier, des socialistes et des communistes ou des forces syndicales correspondantes. Le syndicalisme révolutionnaire ou les formations d’extrême gauche y occupaient une place particulière. La gauche a aussi été représentée par le Parti radical, un des grands partis bourgeois de la République, continuateur des gauches républicaines. C’est peut-être ce qui explique le peu de fois que Marx, Lénine ou Trotski reprennent le terme de « gauche ». En fait, c’est depuis les années 1960-1970 que les notions de gauche

et de mouvement ouvrier sont indistinctement utilisées, en particulier avec la reconstruction du PS au congrès d’Épinay et l’Union de la gauche, les forces révolutionnaires se revendiquant même de l’ « extrême gauche ».

La gauche et le mouvement ouvrier ont été et sont des catégories distinctes, mais elles se sont mêlées dans les forces traditionnelles qui ont dominé les organisations des travailleurs depuis la fin du xixe et le xxe siècle. Ce mouvement n’a jamais été homogène. Il y a eu des luttes politiques et idéologiques, notamment entre réformistes et révolutionnaires. Il n’y avait pas de fatalité à ce que le réformisme l’emporte. Il l’a emporté, parce qu’il correspond à une certaine situation des travailleurs dans la société capitaliste, mais aussi parce que des révolutions ont été défaites, y compris de manière sanglante. Lorsque la contre-réforme néolibérale a submergé le monde, ce réformisme a désarmé les travailleurs et s’est lui-même, dans ces secteurs dominants, transformé en agent actif du néolibéralisme. La carte de la gauche et du mouvement ouvrier en a été profondément modifiée. Une histoire s’est cassée. Il n’en reste que des fragments.

Alors doit-on substituer « le peuple à la gauche » ? C’est la position de Jean-Luc Mélenchon. Il s’inspire de l’expérience de Podemos, dont le discours remplace l’opposition entre la droite et la gauche par l’opposition entre « ceux d’en haut » et « ceux d’en bas », entre la « caste oligarchique » et le peuple. Il faut reconnaître l’intuition de Podemos, appuyée sur les expériences latino-américaines, ou celle des Indignés espagnols, qui oppose dans ses formules les 99 % du peuple au 1 % des possédants. S’il s’agit d’analyser le peuple comme forme d’expression des classes exploitées ou dans une dynamique anticapitaliste, pourquoi pas ? S’il s’agit d’utiliser le peuple pour couvrir une politique interclassiste ou une politique nationaliste qui fusionne nation, État et république, nous allons vers une nouvelle impasse. La gauche traditionnelle est en train de disparaître, mais heureusement il reste des secteurs qui n’acceptent pas le naufrage. Ils peuvent constituer des points d’appui pour résister. C’est le cas de secteurs du mouvement syndical. Enfin, pour des millions de citoyens, « le peuple de gauche » reste une réalité. Mais pour reconstruire, il faut du neuf, de nouvelles perspectives historiques. La reconstruction d’un nouveau mouvement social indépendant (parti, mouvement, front, association) renouant avec les idées qui ont fondé, dans l’histoire, la nécessité d’un parti des travailleurs indépendant ou d’une formation anticapitaliste large n’est-elle pas à l’ordre du jour ? Force est de constater qu’à ce jour, les seules expériences qui ont eu une certaine dynamique populaire se sont appuyées sur de nouvelles forces et pas sur les partis traditionnels, socialiste ni communiste. C’est le cas de Syriza ou de Podemos. Mais le peuple n’est pas « un acteur sans visages ». Il recouvre des classes sociales, celle des exploités et des opprimés. Il doit s’incarner dans des mouvements, des organisations, des courants, une auto-organisation sociale et politique, une démocratie pluraliste. L’appel au peuple ne peut contourner la réalité du champ social et politique. Bien des nouvelles expériences sont au confluent du « vieux mouvement ouvrier » en recomposition/décomposition et du « neuf » issu des mouvements sociaux. Ce qui exige d’autant plus une politique unitaire. Podemos est né comme l’expression politique du mouvement des Indignés, des marches et manifestations qui secouent l’État espagnol. Cette dynamique positive doit être pleinement soutenue. Pourtant, alors qu’il est l’expression d’une auto-organisation particulièrement forte du mouvement de masse, ses dirigeants refusent la structuration démocratique du mouvement, son pluralisme. Si l’on remplace la gauche par un peuple consulté par des chefs au travers de consultations internet, nous sommes loin des idéaux originels de la gauche et du socialisme. C’est un vrai problème pour ceux qui, dans la gauche radicale, soutiennent Podemos.

Dans le débat stratégique indispensable pour reconstruire, nous ne partons pas de zéro. La

construction d’un bloc social et politique majoritaire exige une politique unitaire qui rassemble et réorganise le peuple dans toutes ses composantes. Elle doit aussi s’accompagner d’une perspective de pouvoir que des mouvements comme Syriza avec « son gouvernement des gauches », ou Podemos avec son affichage d’une majorité parlementaire aux prochaines élections, ont su concrétiser. Le combat pour l’unité des classes populaires contre les politiques d’austérité ne doit pas s’enliser dans des combinaisons gouvernementales de collaboration de classes mais se conjuguer avec la défense d’un programme anticapitaliste. L’unité doit s’accompagner de la « séparation » des partis bourgeois mais aussi des institutions de l’État bourgeois. Ainsi, un gouvernement anticapitaliste ne peut surgir que d’une crise exceptionnelle et de l’irruption du mouvement social. Les situations grecque et espagnole, au-delà de leurs différences, connaissent ces situations exceptionnelles : profondeur de la crise économique, crise de régime, effondrement des partis de la droite et de la gauche traditionnelle. Mais, dans une situation globale de dégradation des rapports de forces en Europe, ces gouvernements seront aux prises avec d’énormes difficultés. Un gouvernement de rupture avec les politiques d’austérité peut dans un tel contexte commencer sous une forme parlementaire. Il sera alors devant un choix crucial. S’il reste dans le cadre socio-économique et institutionnel établi, il subira la pression des marchés et des capitalistes et sera contraint d’accepter leurs diktats. S’il s’engage dans la rupture avec le système capitaliste, il devra s’appuyer sur un peuple soulevé et auto-organisé, organiser le contrôle et la gestion sociale, et créer les conditions de nouvelles structures de pouvoir de ceux d’en bas. Car, face à la profondeur de la crise, il faut une alternative globale, un autre projet de société, une nouvelle réponse éco-socialiste et une démocratie réelle. Et là, il y a une cohérence entre un peuple représenté démocratiquement et le fonctionnement des organisations, leur pluralisme, leur vie démocratique interne. Ces processus de conquête du pouvoir peuvent être plus ou moins longs, mais pour défendre vraiment les travailleurs et le peuple et une perspective de rupture anticapitaliste, ils doivent s’appuyer sur trois piliers : la démocratie, le pluralisme et l’émancipation. Ces valeurs cardinales sont celles de la reconstruction d’un nouveau mouvement ouvrier et populaire.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d’origine activée.